**Modèle d’arrêté**

***d’attribution de l’indemnité de secrétariat***

***de la commission de propagande***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la commune*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la commune*

**Arrêté n°20***…* **- …** *(n° d’ordre)*

**Portant attribution de l’indemnité de secrétariat de la commission de propagande à** *Madame ou Monsieur* **…** *(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire de* … *(nom de la commune sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et L.2121-18

Vu le Code électoral, notamment ses articles L.241, L.242 et R.31à R.34

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.714-4

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l’application du premier alinéa de l’article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984

Vu l’arrêté n° NOR : INTF0100203A du 29 mars 2001 modifié fixant les modalités d'attribution d'une indemnité aux secrétaires des commissions de propagande des élections législatives et des élections des conseillers régionaux, des conseillers aux assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique, des conseillers départementaux et des conseillers municipaux

Vu la délibération n° … *(n° d’ordre)* du … *(date)* instaurant l’indemnité de secrétariat de la commission de propagande électorale

Considérant que *Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom de l’agent)* a exercé la fonction de secrétaire de la commission de propagande électorale lors des élections municipales et communautaires du *… (date)*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom et nom de l’agent)* percevra une indemnité de secrétaire de la commission de propagande électorale d’un montant de … €

**Article 2 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 3 :**

Une ampliation sera adressée au comptable principal de … (*nom de la commune)*.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *de … (dénomination de la commune)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*